



Cercles 27 (2012)

## L'ÉTAT DE LA DÉSUNION LE PARTI LIBERTARIEN DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

**THOMAS GRENET**

*Doctorant Université de Picardie Jules-Verne (Amiens)*

*ATER Université de Rouen*

De temps à autre, les tiers partis aux États-Unis se révèlent aux yeux de la nation et viennent faire trembler l'édifice du bipartisme le temps d'une campagne pour l'élection présidentielle. On se souvient bien évidemment des candidatures d'Henry Ross Perot en 1992 et 1996, qui avait réussi à récolter 16 puis 8 millions de voix lors du scrutin populaire, ou encore de la candidature de Ralph Nader en l'an 2000, qui priva Al Gore d'une victoire en Floride synonyme d'accession à la Maison Blanche. Si l'on remonte dans un passé plus lointain, on se rend compte que les tiers partis viennent régulièrement jouer un rôle non négligeable lors des élections présidentielles aux États-Unis : en 1980, le candidat indépendant John B. Anderson recueillit près de six millions de voix ; en 1968, George Wallace s'empara de cinq États et récolta ainsi 46 voix au collège des grands électeurs, tout comme Strom Thurmond, qui remporta en 1948 quatre États et 39 voix dans le collège des grands électeurs. Enfin, en 1912, lors d'une élection très particulière qui vit s'affronter trois présidents, Theodore Roosevelt termina second de l'élection présidentielle en tant que candidat du *Progressive Party*, reléguant le Parti républicain et son candidat Howard Taft, le président en exercice, à une peu glorieuse troisième place. Cela représente cependant l'unique élection au cours de laquelle un tiers parti réussit à obtenir un meilleur résultat que l'un des deux grands partis.

S'il faut bien se rendre compte que les tiers partis ne sont souvent reconnus que pour des coups d'éclat ponctuels, il est néanmoins indéniable que le tiers-partisme représente un espace politique vigoureux, bien que marginal, où une multitude d'opinions et d'alternatives politiques font surface. En cela, les petits partis et les candidats indépendants sont un reflet unique des multiples facettes de l'opinion publique américaine, et peut-être les seuls à même de porter les revendications plurielles d'une société en constante évolution, que les édifices traditionnels des deux partis dominants ont peut-

être plus de mal à cerner (comme l'ont fait remarquer cette année certains analystes, la candidature de Mitt Romney a ainsi eu du mal à trouver un écho favorable auprès de certaines franges de l'électorat, comme l'électorat féminin ou la minorité latino-américaine). Ceci explique peut-être en partie pourquoi le nombre de tiers partis et de candidats indépendants présents à l'élection présidentielle a continuellement augmenté au cours du vingtième siècle, dépassant régulièrement depuis les années 1980 le nombre de vingt candidats. En cela, l'élection du 6 novembre dernier ne fait pas exception à la règle, puisque vingt-sept candidats différents ont pu présenter leur candidature pour le poste de président des États-Unis après avoir rempli les conditions pour accéder au scrutin dans au moins un État.

Ces nombreuses candidatures offrent aux électeurs américains un large éventail de possibilités couvrant l'intégralité de l'échiquier politique, allant des partis les plus progressistes (quatre partis d'influence socialiste se sont présentés à l'élection présidentielle, cumulant un total d'environ 20 000 voix à travers le pays) aux plus conservateurs (comme le *Prohibition Party*, plus ancien tiers parti des États-Unis, qui affiche une présence ininterrompue à l'élection présidentielle depuis 1872), en passant par des candidatures plus ou moins fantaisistes (dont celle de Jeff Boss, candidat indépendant arborant la bannière *NSA Did 9/11*). Cependant, parmi cette kyrielle de petits partis et de candidats indépendants se trouvent aussi des partis tiers de plus grande envergure qui tentent de porter une alternative politique crédible face aux deux grands partis. C'est par exemple le cas du *Green Party*, du *Constitution Party*, du *Justice Party* ou encore du Parti libertarien.

Ces tiers partis plus importants et plus organisés affichent un objectif différent de celui des candidats de plus petite envergure. Ils ne cherchent plus aujourd'hui uniquement à faire passer un message ou à tenter de surfer sur la vague du vote-sanction, mais tentent de s'établir comme des partis crédibles et capables de gouverner à moyen terme. Cependant, ils doivent faire face à de nombreux obstacles institutionnels et financiers durant leur campagne, ne serait-ce que pour pouvoir présenter leur candidature puis, dans un second temps, se faire connaître du grand public. Cette année, le Parti libertarien a su tirer profit de ses expériences passées afin de tirer son épingle du jeu électoral. De tous les tiers partis et candidats indépendants engagés dans cette course, le Parti libertarien est indéniablement celui qui a obtenu le plus grand succès électoral, obtenant 0,99% des suffrages (1 262 303 voix) à l'échelle des États-Unis, soit environ 59% du total des votes qui se sont portés sur des candidats tiers (1,69% du total des suffrages

exprimés). C'est en mêlant stratégies connues et nouvelles, mais aussi en faisant preuve d'originalité, que ce parti a pu déjouer certains des écueils traditionnels auxquels les tiers partis sont confrontés lors de chaque élection présidentielle.

L'obstacle premier, et probablement le plus difficile, que doivent franchir les petits partis politiques souhaitant se présenter à l'élection présidentielle est l'accès au scrutin (*ballot access*). En effet, selon la Constitution (article 2, section 1, clause 2), c'est à chaque État qu'incombe la charge de définir la façon dont les grands électeurs sont choisis. Par conséquent, chaque État peut établir une liste de conditions plus ou moins exigeantes que chaque parti devra remplir afin de pouvoir faire valider sa liste de grands électeurs qui voteront pour le candidat du parti si ce dernier remporte le vote populaire dans un État. Si certains États ne sont pas trop contraignants, d'autres comme la Caroline du Nord ou l'Oklahoma sont réputés pour compliquer les démarches d'accès au scrutin. De plus, ces conditions peuvent évoluer à tout instant, ce qui implique la nécessité pour les tiers partis de suivre l'évolution des conditions d'accès au scrutin dans chacun des cinquante États et dans le district de Columbia. Bien souvent, les partis doivent présenter une pétition comportant les signatures d'électeurs enregistrés au sein de l'État. Cette année, les volontaires et militants du Parti libertarien ont dû recueillir plusieurs centaines de milliers de signatures à travers le pays afin de pouvoir obtenir la validation de la candidature de Gary Johnson (ancien gouverneur du Nouveau-Mexique de 1995 à 2003) et de James P. Gray (ancien juge de la Cour suprême d'Orange County et candidat du Parti libertarien pour le poste de sénateur de Californie en 2004). S'il leur a fallu par exemple recueillir seulement 1 500 signatures dans l'Iowa, il fallait en revanche présenter une liste de 51 739 signatures valables dans l'Oklahoma (soit 5% du total des votes lors de la dernière élection du gouverneur de l'État). En dehors de la difficulté que l'obtention de ces signatures peut présenter, cette quête monopolise une grande partie des ressources logistiques et financières du Parti libertarien, dont les sympathisants et les militants mobilisent en premier lieu leur attention et leur énergie pour accéder au scrutin et ne peuvent donc pas faire campagne pour leur candidat dans le même temps. Il faut en effet un nombre conséquent de volontaires prêts à arpenter les rues des principales villes de chaque État, mais il faut aussi payer pour pouvoir mettre en place une organisation permettant de lancer cet effort et rétribuer les volontaires. Ainsi, au début du mois d'avril 2012, le trésorier national du Parti

libertarien, Bill Redpath, affirmait que cette opération allait probablement coûter environ un quart de million de dollars, ce qui représente un chiffre important pour un tiers parti (le Parti libertarien n'a recueilli que trois millions de dollars de dons pour financer sa campagne).

D'autres obstacles importants se sont également dressés sur la route du Parti libertarien pendant la campagne, obstacles qu'ont déjà rencontrés d'importants candidats tiers comme Henry Ross Perot, Ralph Nader ou George Wallace à leur époque. Ainsi, par le passé, le choix des personnalités présentes sur les tickets présidentiels des partis tiers a pu réduire leurs chances de bien figurer lors de l'élection. Ross Perot est par exemple apparu paranoïaque aux yeux du public lors de l'élection de 1992 lorsqu'il déclara que ses adversaires républicains voulaient faire paraître dans la presse des photographies truquées de sa fille [GREEN : 110]. De plus, son retrait de la course et la fameuse couverture du magazine *Newsweek* le qualifiant de 'Quitter' lui firent le plus grand mal. De même, le choix de colistier de George Wallace pour l'élection de 1968 fut catastrophique. Après plusieurs refus, il se tourna vers Curtis LeMay, son supérieur hiérarchique durant la seconde Guerre mondiale, mais ce dernier exprima lors d'une conférence de presse télévisée sa vision extrême de la solution à apporter au conflit vietnamien, en affirmant qu'il serait prêt à utiliser la bombe atomique s'il s'agissait de la seule façon de remporter la victoire. Cela eut bien évidemment un impact désastreux sur la campagne de Wallace, notamment auprès de l'électorat féminin [GREEN : 84-85]. La constitution d'un binôme crédible et capable de gouverner n'est donc pas forcément une tâche aussi évidente pour les partis tiers que pour les deux grands partis. A cet égard, le ticket 2012 du Parti libertarien fait plutôt bonne figure. Gary Johnson est un ancien gouverneur, ayant effectué deux mandats consécutifs dans l'État du Nouveau-Mexique. Son surnom de « Gouverneur Veto », qui lui fut attribué parce qu'il a opposé son veto à plus de lois que les quarante-neuf autres gouverneurs réunis durant ses deux mandats, semblait indiquer sa volonté de réduire l'impact du gouvernement sur la vie des citoyens et n'a donc pas dû déplaire aux sympathisants libertariens. Le choix de Johnson pour le poste de vice-président s'est porté sur James P. Gray, ancien juge de la Cour suprême d'Orange County en Californie, connu pour être très critique de la façon dont la guerre contre les drogues est menée, une vision en phase avec celle de Johnson et du Parti libertarien en général. Malgré cela, James P. Gray n'a pas l'envergure nationale qu'on peut attendre d'un candidat à la vice-présidence des États-Unis.

Un autre écueil que rencontrent généralement les tiers partis est l'impossibilité de participer aux débats télévisés entre les principaux candidats. Le dernier candidat tiers à avoir pu y participer fut Ross Perot en 1992. En effet, l'organisation de ces débats télévisés est confiée à une commission bipartisane composée à égalité de représentants démocrates et républicains. Cette commission a établi, entre autres règles, qu'un candidat doit avoir recueilli 15% d'intentions de vote dans différents sondages nationaux pour pouvoir participer aux débats. Cette année encore, aucun candidat tiers n'a pu remplir cette condition. Pourtant, les libertariens ont innové et tenté un coup de poker afin de faire participer Gary Johnson à ces débats. Plutôt que d'attendre une fin de non-recevoir, un comité d'action politique libertarien a pris les devants et commandé durant le mois d'août deux sondages nationaux opposant Barack Obama et Gary Johnson, sans inclure le candidat républicain dans son enquête. Dans ces sondages, le candidat libertarien recueillait 19% et 24% des intentions de vote. Cette stratégie n'a, sans surprise, pas été couronnée de succès, et la commission n'a pas prêté attention à ces sondages. Aussi, toujours afin de tenter d'apparaître dans ces débats télévisés, le Parti libertarien, comme bien d'autres tiers partis avant lui, a tenté un recours en justice, mais qui n'a pas non plus eu l'effet escompté. Finalement, une initiative intéressante fut mise en place afin de pallier l'absence des candidats tiers lors des débats télévisés. Ceux-ci ont en effet décidé de mettre sur pied leurs propres débats télévisés. Ainsi, deux débats télévisés furent organisés, regroupant les quatre candidats tiers principaux : Gary Johnson (Parti libertarien), Jill Stein (Green Party), Virgil H. Goode (Constitution Party) et Ross C. Anderson (Justice Party). Ces débats ont eu lieu après ceux des candidats républicains et démocrates, durant les dernières semaines de campagne. Le premier se déroula à Chicago, le 23 octobre, et fut dirigé par Larry King, ancien animateur vedette, et le second se déroula à Washington le 4 novembre, arbitré par Ralph Nader, figure bien connue du tiers-partisme états-unien. Enfin, un dernier débat fut organisé entre Gary Johnson et Jill Stein (considérés comme les deux vainqueurs du premier débat) le 5 novembre. Si ces débats ont pu être diffusés à l'échelle nationale, ils ont en revanche bénéficié d'une exposition médiatique réduite : la diffusion a en effet eu lieu via des chaînes d'information moins connues du grand public (Russia Today, Al-Jazeera English) et en direct sur internet. Néanmoins, cela a permis à ces candidats tiers d'exposer leurs idées dans un format proche de celui qu'ont connu les candidats des deux principaux partis. Ainsi, il y a fort à parier que cette initiative sera reconduite à l'avenir, et peut-être de façon plus avisée, car le

choix controversé des modérateurs, ainsi que le placement trop tardif dans la campagne des deuxième et troisième débats, ont été des points négatifs soulevés par certains analystes. Il faudra également pallier le manque de médiatisation dont ont souffert ces rencontres.

Comme tous les tiers partis, le Parti libertarien n'a pu échapper aux problèmes de financement. Selon le site internet officiel du parti, Gary Johnson n'a pu recueillir qu'environ trois millions de dollars pour financer sa campagne (quand les deux principaux partis ont frôlé le milliard de dollars de fonds de campagne). Cependant, le Parti libertarien a pu compter sur le soutien de deux comités d'action politique (PAC) ainsi que d'un super comité d'action politique (Super PAC), ce qui est relativement rare pour des candidats tiers. Il s'agit du Super Comité d'action politique libertarien (LASPAC), qui a financé les deux sondages nationaux pour tenter de faire participer Gary Johnson aux débats télévisés réservés à Barack Obama et Mitt Romney, du *Libertarian Booster PAC* (LBPAC) et du *Freedom and Equality PAC* (FEPAC). Le LASPAC et le FEPAC disposaient même de suffisamment de fonds pour faire diffuser des vidéos de campagne en faveur de Gary Johnson (mais non approuvées officiellement par ce dernier) sur les grandes chaînes de télévision de certains États. Si cela représente un atout non négligeable, il semblerait cependant que les efforts n'aient pas été coordonnés (au contraire des *Super PAC* démocrates et républicains qui fonctionnent main dans la main avec les comités de campagne des candidats), un point à corriger lors de la prochaine élection présidentielle si le Parti libertarien veut continuer à grandir.

Cependant, la difficulté première, et l'objectif prioritaire, pour tout tiers parti lors d'une campagne présidentielle demeure d'accéder officiellement au scrutin dans un maximum d'États, et cela représente une débauche d'efforts conséquente. Néanmoins, le Parti libertarien possède une grande expérience de cette nécessaire chasse aux signatures pour accéder au scrutin dans chaque État. Le parti a déjà réussi plusieurs fois par le passé à accéder au scrutin présidentiel dans chacun des cinquante États et dans le district de Columbia, en 1980, 1992 et 1996. Un autre avantage significatif est que le Parti libertarien possède des antennes locales dans chaque État ainsi qu'à Washington, ce qui permet la mise en place d'une meilleure coordination et d'une meilleure répartition des efforts lors de la recherche de signatures, mais aussi lors de la campagne en elle-même. Malgré cela, Gary Johnson n'a pu être cette année présent sur les bulletins de vote que dans 48 États et le district de Columbia. Les pétitions présentées par ses troupes dans

L'Oklahoma et dans le Michigan n'ont pas été validées par les commissions électorales de ces deux États. Gary Johnson a néanmoins réussi à obtenir le statut de *'write-in candidate'* dans le Michigan, ce qui signifie que les 7 774 votes<sup>1</sup> des électeurs de cet État ayant ajouté son nom manuellement sur leur bulletin de vote ont été comptabilisés. En revanche, aucun des recours entrepris par le Parti libertarien dans l'Oklahoma n'a abouti, et Gary Johnson était donc totalement absent du scrutin dans cet État. Malgré tout, la qualification de Gary Johnson dans 48 États ainsi que dans le district de Columbia faisait de lui le candidat tiers le mieux positionné avant l'élection. Il pouvait ainsi prétendre obtenir en théorie 515 grands électeurs (ou 531 si l'on prend en compte les 16 grands électeurs du Michigan, bien qu'il soit impossible pour un *'write-in candidate'* de remporter un État). Gary Johnson était même l'un des quatre seuls candidats à être qualifiés dans suffisamment d'États pour pouvoir réunir les 270 grands électeurs nécessaires afin de devenir président des États-Unis, aux côtés du candidat démocrate Barack Obama, du républicain Mitt Romney et de la candidate écologiste du *Green Party* Jill Stein. Par ailleurs, le fait que le Parti libertarien n'ait eu recours au statut de *'write-in candidate'* que dans un seul État démontre également sa position de supériorité par rapport aux autres tiers partis majeurs, puisque le *Green Party* a eu recours à ce statut dans sept États, le *Constitution Party* dans seize États et le *Justice Party* dans vingt-et-un États. Le Parti libertarien a donc obtenu un résultat probant dans cette course à la validation des candidatures, qui reflète et renforce sa position de troisième parti politique du pays.

Aussi respectable que soit ce résultat en terme d'accès au scrutin pour un candidat tiers, il n'en représente pas moins une déception pour les libertariens et leur candidat, qui espéraient être présents dans les cinquante États et le district de Columbia. De plus, atteindre ce seuil de 48 États ne s'est pas fait sans rencontrer de difficultés. En effet, des procédures judiciaires ont été engagées contre la candidature de Gary Johnson dans le district de Columbia, l'Iowa, le Michigan, l'Ohio, la Pennsylvanie et l'État de Washington, et à chaque fois, ce sont les républicains qui ont tenté de mettre un frein aux efforts des libertariens, même s'ils n'ont réussi que dans le Michigan et seulement partiellement. D'après un message posté sur le site de campagne de Gary Johnson par le conseiller spécial et directeur de

---

1. Chiffres rendus publics le 26 novembre 2012 et consultables en ligne : <http://miboecfr.nictusa.com/election/results/12GEN/01000000.html>

campagne de ce dernier, Ronald T. Nielson, l'idée sous-jacente était simple : même si les procédures judiciaires n'aboutissaient pas, elles obligeaient le Parti libertarien à piocher dans ses ressources pour répondre à ces attaques devant les cours de justice afin d'assurer la présence de Gary Johnson lors du scrutin dans ces États<sup>2</sup>, et empêchaient dans le même temps d'utiliser ces ressources pour faire campagne. En effet, dans ces États, la candidature de Gary Johnson, n'a été validée que dans les dernières semaines, voire les derniers jours, avant le scrutin. Toujours selon Nielson, ces attaques républicaines démontrent aussi que le Parti républicain prenait suffisamment au sérieux la menace électorale représentée par la présence du Parti libertarien afin de tenter d'empêcher son candidat d'accéder au scrutin, en particulier dans les États-clés tels que l'Ohio ou la Pennsylvanie. En effet, les démocrates n'ont à aucun moment entrepris de telles manœuvres pour empêcher Gary Johnson de se présenter à l'élection. La conclusion qu'on peut légitimement en tirer est que les républicains avaient plus à craindre de la présence de Gary Johnson en termes de perte de voix que les démocrates. On peut alors se demander pour quelles raisons Gary Johnson a semblé être une menace pour le Parti républicain.

Le premier élément de réponse se situe au niveau des liens qu'entretiennent républicains et libertariens. Les personnalités majeures du libertarianisme ont toutes été membres du Parti républicain dans un passé plus ou moins lointain. Gary Johnson lui-même était tout d'abord entré en lice pour décrocher la nomination du Parti républicain pour l'élection présidentielle de 2012 avant de se raviser et de se tourner vers le Parti libertarien. Son colistier, James P. Gray, est lui aussi un ancien républicain, même s'il a rejoint le Parti libertarien bien avant Johnson, au début des années 2000. Enfin, Ron Paul est une figure centrale pour les deux partis. S'il est aujourd'hui officiellement membre du Parti républicain, il n'en est pas moins une figure influente pour les libertariens. Il fut même le candidat du Parti libertarien à l'élection présidentielle de 1988 après avoir quitté le Parti républicain l'année précédente. Ces différents exemples montrent qu'il est facile pour certains électeurs républicains de se retrouver dans les valeurs défendues par les libertariens, et cela n'est pas un phénomène récent. Lors de l'élection de 1972, le Parti libertarien, qui ne recueillit que 3 674 votes

---

2. Message posté le 31 août 2012 sur le site de campagne de Gary Johnson : <http://www.garyjohnson2012.com/gop-accused-of-attempting-to-keep-gov-gary-johnson-off-ballots> (Page consultée le 25 novembre 2012).



pour sa première participation à l'élection présidentielle, obtint tout de même une voix au collège des grands électeurs. Roger MacBride, alors trésorier du Parti républicain de Virginie et à ce titre grand électeur pour son parti, décida d'offrir sa voix au collège des grands électeurs au ticket libertarien plutôt que de voter en faveur de Richard Nixon et Spiro Agnew, comme il était censé le faire. Lui-même fit par la suite le grand saut du Parti républicain vers le tout jeune Parti libertarien, qu'il représenta lors de l'élection présidentielle de 1976. C'est donc depuis sa création que le Parti libertarien s'est avéré capable d'attirer la sympathie et parfois les voix d'une partie de l'électorat républicain. Une faction libertarienne existe d'ailleurs au sein du Parti républicain, menée par Ron Paul (qui a refusé de soutenir publiquement le ticket républicain) et son fils Rand Paul, et le néologisme '*republican*' est même récemment apparu sur Internet, ne faisant que renforcer la confusion entre les deux courants de pensée.

Si certaines valeurs sont partagées par les deux partis, il existe cependant des différences fondamentales entre républicains et libertariens. S'ils ont en commun un fort conservatisme en matière de questions fiscales et la volonté de réduire les prérogatives du gouvernement fédéral, républicains et libertariens défendent en revanche des positions différentes, voire diamétralement opposées sur les questions de société. Le programme du Parti libertarien pour l'élection présidentielle défendait aussi la légalisation du cannabis, le retrait des troupes d'Afghanistan ou encore le mariage homosexuel, des idées qui seraient en mesure d'attirer une frange de l'électorat plutôt démocrate. Ainsi le libertarianisme peut-il attirer des électeurs plutôt proches du *Grand Old Party*, mais il peut aussi ne pas laisser indifférents des électeurs traditionnellement démocrates. En d'autres termes, le Parti libertarien vise à regrouper sous sa bannière une partie de l'électorat qui a des idées plutôt républicaines en matière de fiscalité et d'organisation de la vie politique, mais des idées plutôt démocrates concernant l'évolution de la société. Le credo du libertarianisme actuel est donc le suivant : '*fiscally conservative, socially liberal*', symbolisée par la devise présente en page d'accueil du site internet du parti : '*Maximum Freedom. Minimum Government*'. Cela s'explique par le fait que la notion de liberté doit, selon les libertariens, avoir la primauté dans tous les domaines : on doit ainsi avoir un minimum de réglementation et de restrictions, que ce soit dans le monde des affaires (les libertariens, comme les républicains, sont d'ardents défenseurs du libre marché, voire de la *laissez-faire economics*), de la politique (l'État fédéral doit s'impliquer au minimum) ou dans le domaine des libertés

individuelles et des droits du citoyen (d'où la défense du mariage homosexuel, de la dépénalisation du cannabis ou de l'ouverture des frontières pour une immigration libre). Le Parti libertarien n'a d'ailleurs pas hésité à faire campagne sous le slogan '*Live Free*' qui fut affiché lors de chaque meeting et dans chaque vidéo de campagne de Gary Johnson. C'est donc bien cette idée centrale de liberté, dont le libertarianisme tire son nom, qui permet au Parti libertarien d'effectuer ce grand écart idéologique entre des positions progressistes concernant les questions sociétales et une vision conservatrice de l'économie et du rôle que doit jouer le gouvernement fédéral. Partant de ce constat, on peut donc être amené à reconsidérer la bipolarité de la représentation traditionnelle de l'échiquier politique états-unien en y ajoutant le Parti libertarien non pas comme un parti de « gauche » ou de « droite », mais comme une idéologie finalement assez transversale, empruntant aussi bien aux idées démocrates en matière de questions sociétales qu'aux idées républicaines concernant la fiscalité et le rôle réduit que doit endosser le gouvernement fédéral.

Cependant, bien qu'il puisse en théorie plaire en partie aux électeurs des deux grands partis, la cible privilégiée du Parti libertarien demeure la frange de l'électorat républicain se déclarant conservatrice sur les questions fiscales, souhaitant un gouvernement fédéral d'ampleur réduite, mais demeurant modérée concernant les questions de société. C'est d'ailleurs à la faveur d'une autre mouvance interne au Parti républicain que les libertariens ont pu obtenir un résultat probant cette année.

En effet, l'émergence du Tea Party depuis 2008 s'est avérée être une aubaine pour le Parti libertarien. Une étude réalisée par un important *think-tank* libertarien, l'Institut Cato, et publiée le 6 août 2012, a mis l'accent sur la proximité entre sympathisants du *Tea Party* et libertariens<sup>3</sup>. Selon les auteurs de l'étude, le *Tea Party* possède de fortes racines libertariennes, et représente une influence libertarienne fonctionnelle au sein du Parti républicain. En se basant sur une multitude de sondages d'opinions nationaux et locaux, ainsi que sur des entrevues avec des sympathisants et des dirigeants du *Tea Party*, l'étude conclut que le *Tea Party* est très soudé sur les questions économiques (mettant en avant le besoin de réduire les dépenses et la dette nationale ou de réformer l'imposition des revenus), mais divisé sur les questions de société, qu'il tend donc à ne pas mettre en avant. De plus, si la moitié des

---

3. Étude disponible en ligne sur le site de l'Institut Cato : <http://www.cato.org/pubs/pas/PA705.pdf> (consultée le 28 novembre 2012).

sympathisants du *Tea Party* sont conservateurs concernant les questions de société, l'autre moitié s'avère socialement libérale. En d'autres termes, la moitié du *Tea Party* serait en fait composée de libertariens. De plus, '*Tea Partiers*' et libertariens ont également en commun leur mépris de l'*Establishment*, et du Parti républicain en particulier. L'étude sous-entend même que les libertariens, et notamment les jeunes qui soutenaient la candidature de Ron Paul en 2008, ont aidé à la création du *Tea Party*, en particulier en répandant ses idéaux sur les réseaux sociaux.

Ainsi, le Parti libertarien a probablement réussi à convertir partiellement en gains électoraux sa proximité avec les sympathisants de la mouvance *Tea Party*, ce qui explique en partie que Gary Johnson ait pu récolter plus de 1,2 million de voix. À cet égard, il n'est pas anodin de noter que le Parti libertarien a fait un appel du pied très clair aux sympathisants du *Tea Party* et à ceux de Ron Paul en publiant sur son site internet un billet intitulé 'Why NO True Libertarian, NO True Ron Paul Supporter, NO True Tea Partier Will Even Consider Voting For Big Govt. Mitt Romney' le mercredi 31 octobre, soit tout juste six jours avant le scrutin. Ce faisant, il a tenté de rallier à sa cause des électeurs traditionnellement républicains mais qui pouvaient être encore indécis et peu emballés à l'idée de voter pour l'ancien gouverneur du Massachusetts en mettant en exergue l'idée de '*big government*' abhorrée par ces électeurs, ainsi qu'en s'attaquant particulièrement au fameux budget Paul Ryan, arguant qu'il allait augmenter la dette nationale ainsi que les dépenses du gouvernement fédéral. Dans le même ordre d'idées, le directeur de campagne de Gary Johnson, Ronald T. Nielson, a utilisé le *hashtag* #RonPaul dans presque tous ses messages postés sur le site de réseau social Twitter durant la campagne, afin d'accroître la visibilité du Parti libertarien auprès des sympathisants de ce dernier.

Pour répondre à ces attaques, les Républicains ont à nouveau mis en avant dans les dernières semaines de la campagne l'idée du '*wasted vote*', arguant qu'un vote pour un candidat tiers est un vote inutile puisque jamais un candidat non démocrate et non républicain ne pourra selon eux être élu à la Maison Blanche. Reince Priebus, président du comité national républicain, alla même jusqu'à déclarer sur CNN le 7 octobre que la candidature de Gary Johnson était un « facteur nul » (*non-factor*)<sup>4</sup>, alors que les sondages en faveur

---

4. Article disponible en ligne : <http://politicalticker.blogs.cnn.com/2012/10/07/gary-johnson-a-nonfactor-priebus-says/> (Page consultée le 27 novembre 2012).

du candidat libertarien ne fléchissaient pas. Brandir cette menace du vote inutile s'est souvent avéré être une stratégie payante, qui a permis par le passé d'éroder le soutien populaire de candidats tiers très en vue [GREEN : 110]. Mais cette année, les libertariens ont redoublé d'efforts pour combattre cette idée du vote inutile, en utilisant comme d'autres candidats tiers la fermeté et le déni (une vidéo intitulée 'The Vote for Freedom is Never Wasted' fut mise en ligne dès le 25 juin sur le site Youtube par l'équipe de campagne de Gary Johnson) mais aussi en faisant preuve d'originalité. Ainsi, lors du débat télévisé organisé entre candidats tiers le 23 octobre à Chicago, Gary Johnson a déclaré lors de son discours de clôture : 'Waste your vote on me!', faisant de cette façon un joli pied de nez au Parti républicain. Enfin, un écriteau sur lequel était inscrit 'Be Libertarian for ONE election' est apparu dans plusieurs vidéos de campagne du Parti, jouant sur la tentation de l'interdit auprès des électeurs pour combattre l'idée du vote inutile, stratégie originale là encore.

Si les républicains ont à nouveau brandi la menace du '*wasted vote*' cette année (comme l'avaient fait les démocrates en 2000 par rapport à Ralph Nader), c'est qu'ils ont été effrayés par la perspective de voir Gary Johnson drainer suffisamment de votes aux dépens du candidat républicain pour permettre à Barack Obama de l'emporter, en particulier dans les États-clés de l'Ohio et de la Floride. Si les sondages prennent très rarement en compte les candidats tiers, ceux qui l'ont fait ont montré que le soutien populaire en faveur de Johnson se maintenait autour de 4 ou 5% dans les dernières semaines de la campagne, notamment dans les États qui pouvaient faire basculer le résultat du scrutin. Ainsi, un sondage réalisé par ORC International pour le compte de CNN et publié le 2 novembre<sup>5</sup> montrait que Barack Obama pouvait prétendre obtenir 47% du vote populaire dans l'Ohio, Mitt Romney 44% et Gary Johnson 5%, soit suffisamment pour combler l'écart entre les deux principaux candidats et empêcher Mitt Romney de remporter cet État stratégique. D'autres sondages ont rapporté des résultats similaires dans d'autres États, faisant resurgir le spectre du candidat '*spoiler*' (comme l'avait été Ralph Nader en 2000), incapable de briguer la présidence mais pouvant, par sa présence et en grignotant une partie de l'électorat républicain, empêcher Mitt Romney de remporter le

---

5. Article disponible en ligne sur le site de CNN : <http://politicalticker.blogs.cnn.com/2012/11/02/cnn-poll-obama-50-romney-47-in-ohio/> (Page consultée le 28 novembre 2012).

scrutin dans des États stratégiques. S'il n'en fut finalement rien, la menace s'est révélée suffisamment plausible pour que les Républicains tentent de minimiser l'importance de la candidature du Parti libertarien et lui mettent des bâtons dans les roues dans plusieurs États. Ces chiffres ont également eu un impact dans le camp de Gary Johnson. Atteindre 5% du vote populaire aurait permis au Parti libertarien de recevoir des fonds publics et de se faire rembourser de ses frais de campagne. Il aurait ainsi pu disposer en 2016 d'une enveloppe d'environ dix millions de dollars de fonds publics pour financer sa campagne, chiffre significatif alors que le Parti libertarien n'a pu collecter cette année que trois millions de dollars. Ainsi, galvanisés par ces sondages, et avec l'espoir de frapper un grand coup en obtenant 5% des voix et la perspective de faire l'histoire en empêchant Mitt Romney d'accéder à la présidence, les libertariens mirent en ligne une nouvelle vidéo de campagne le 24 octobre intitulée 'Be the Five Percent'. Le candidat libertarien profita d'ailleurs de cette ultime vidéo de campagne pour réfuter une fois de plus l'idée du vote inutile et enjoindre les électeurs à voir en lui le candidat le plus à même de porter le vote-sanction ('Cast a protest vote that counts'). Cependant, la présence de Gary Johnson n'a fait pencher le scrutin en faveur de Barack Obama dans aucun État-clé. Les résultats du vote indiquent en effet que dans ces États sensibles, l'écart de voix entre Barack Obama et Mitt Romney est à chaque fois supérieur au total recueilli par Gary Johnson.

S'il n'a pas réussi à atteindre cette barre des 5%, ni à jouer le rôle de *spoiler*, le Parti libertarien a tout de même atteint une autre barre électorale symbolique pour les tiers partis, celle du million de suffrages, qu'aucun candidat tiers n'avait réussi à atteindre depuis Ralph Nader douze ans auparavant. Ce chiffre était d'ailleurs l'objectif initial du Parti libertarien dans cette élection. En soi, c'est un résultat très satisfaisant pour le Parti libertarien, puisqu'il réalise sa meilleure performance historique (le précédent record datait de la campagne présidentielle de 1980, lors de laquelle le ticket libertarien conduit par Edward Clark et David Koch avait obtenu 921 128 voix). Surtout, ce résultat permet aux libertariens d'obtenir plus du double de voix que lors de l'élection de 2008, durant laquelle Bob Barr et Wayne Allyn Root ont obtenu 523 433 voix, ce qui représente une progression significative pour le Parti libertarien. Sans surprise, Gary Johnson a obtenu son meilleur résultat dans l'État du Nouveau-Mexique, dont il est originaire et qu'il a gouverné pendant huit ans, y recueillant 3,5% des suffrages. Il a également obtenu plus de 2% des voix dans l'Alaska, le Maine, le Montana ainsi que dans le Wyoming. De plus, ces résultats, ainsi

que d'autres données, montrent que le Parti libertarien dispose d'une marge de progression non négligeable. Ainsi, les différents résultats obtenus par les candidats libertariens lors des élections générales de 2012 permettent au Parti libertarien d'obtenir ou de conserver son accès au scrutin dans trente États pour 2016, où il n'aura donc pas besoin de relancer une chasse aux signatures pour présenter ses candidats<sup>6</sup>. D'ailleurs, le score atteint par sa candidate Barbara Howe pour le poste de gouverneur de Caroline du Nord (2,1% des voix, soit plus des 2% nécessaires pour conserver l'accès au scrutin), lui permet de conserver l'accès au scrutin dans cet État, alors que 88 608 signatures seront nécessaires aux autres tiers partis pour se présenter en Caroline du Nord en 2016. D'après le parti, cela pourrait équivaloir à une économie de plusieurs centaines de milliers de dollars.

Par ailleurs, le Parti libertarien a également obtenu des résultats satisfaisants dans les élections locales de novembre, et dispose aujourd'hui d'environ 150 élus à des postes de conseils d'administration locaux. Si ces résultats demeurent modestes, ils n'en démontrent pas moins que les libertariens sont présents à tous les niveaux de la vie politique et qu'ils disposent d'assises locales dans tous les États. De plus, le Parti libertarien compte à l'heure actuelle, selon la lettre d'information mensuelle *Ballot Access News*, plus de 282 000 membres à l'échelle du pays (ces chiffres se basent sur le nombre de membres enregistrés officiellement dans les trente États qui ont de tels registres, et sont donc en deçà du chiffre réel), ce qui en fait le troisième parti politique du pays numériquement. Ces chiffres sont d'ailleurs en constante augmentation : 224 000 en 2000, 235 000 en 2004, 278 000 en 2010 et plus de 282 000, donc, d'après les chiffres du mois de janvier 2012 [WINGER : 9]. Il s'agit donc d'un parti en pleine croissance, et dont la marge de progression semble importante. D'ailleurs, un sondage commandé et mis en ligne par le LASPAC le 16 août 2012 révélait que 5% des électeurs interrogés se considéraient libertariens, ce qui représente un réservoir d'électeurs intéressant pour le parti. De plus, un article publié en juin 2011 par Nate Silver, statisticien et analyste politique, sur le site Internet du *New York Times* indiquait, sondages à l'appui, un virage vers le libertarianisme des électeurs

---

6. Message posté le 9 novembre sur le site officiel du Parti Libertarien : <http://www.lp.org/blogs/staff/libertarian-votes-result-in-lp-having-ballot-access-in-30-states> (Page consultée le 28 novembre 2012).

aux États-Unis<sup>7</sup>. L'opinion publique pourrait donc être de plus en plus réceptive aux idées défendues par les libertariens.

Tous ces éléments semblent donc indiquer que le Parti libertarien pourrait connaître un avenir radieux. Cependant, il va maintenant faire face à son plus grand défi et devoir tenter de rester présent aux yeux du grand public hors des périodes d'élection. Cela ne sera pas une tâche aisée. En effet, Gary Johnson, qui n'exclut pas de se présenter à nouveau en tant que candidat du Parti libertarien en 2016, ne dispose d'aucun mandat officiel et a déclaré qu'il continuerait son travail au sein du comité politique qu'il a fondé (*Our American Initiative*), un poste qui ne lui permettra pas souvent de bénéficier d'une couverture médiatique. De même, le LASPAC a publié un message sur son site Internet indiquant sa mise en sommeil. Ce message fut accompagné d'un rapport révélant que le LASPAC avait collecté 176 798 dollars pour soutenir Gary Johnson durant cette campagne, bien loin des sommes engrangées par les *Super PACs* des deux principaux partis.

Une autre menace se profile pour le Parti libertarien : en effet, il devra réussir à maintenir, voire à renforcer, sa proximité avec les sympathisants du *Tea Party* sans pour autant connaître le même essoufflement que ce dernier, et sans être « avalé » par le Parti républicain dont il reste idéologiquement proche. Il existe d'ailleurs une faille que les républicains pourraient exploiter : à l'heure actuelle, le programme du Parti libertarien reste silencieux sur la question du droit à l'avortement, car le parti semble divisé sur la question. Le grand écart idéologique entre vision sociale libérale et positions fiscales conservatrices pourrait donc mener à une fracture au sein des libertariens à cause de cette question délicate. Il faudra donc au Parti libertarien clarifier son programme, qui reste flou pour une partie de l'électorat, puisqu'il emprunte aussi bien à des revendications démocrates que républicaines, sans pour autant s'aliéner sympathisants et électeurs.

Le Parti libertarien sort néanmoins renforcé de cette élection, ayant réaffirmé son statut de troisième parti politique du pays et franchi une barre électorale symbolique pour les tiers partis dans l'histoire électorale du pays. L'usage de stratégies novatrices pour contrer certaines difficultés bien connues des tiers partis en période de campagne a d'ailleurs pu avoir une influence sur ce résultat. Il lui sera cependant très difficile de conserver une visibilité au plan

---

7. Article posté le 20 juin 2011, disponible en ligne : <http://fivethirtyeight.blogs.nytimes.com/2011/06/20/poll-finds-a-shift-toward-more-libertarian-views/> (Page consultée le 28 novembre 2012).

national durant les années à venir, mais s'il y parvient, l'élection présidentielle de 2016 pourrait bien lui permettre d'atteindre un nouveau record de voix, et si l'objectif des 5% est alors atteint, les fonds publics auxquels le parti aura droit pourront lui permettre d'accélérer son développement.

*Travaux cités*

GREEN, Donald J. *Third-Party Matters*. Santa Barbara: Praeger, 2010.

KIRBY, David et al. *Libertarian Roots of the Tea Party (Policy Analysis n°705)*. 6 August 2012: <http://www.cato.org/publications/policy-analysis/libertarian-roots-tea-party>.

WINGER, Richard. *February 2012 Ballot Access News Print Edition (Volume 27, Number 9)*. 28 February 2012 : <http://www.ballot-access.org/2012/02/28/february-2012-ballot-access-news-print-edition>.